

# Les treize ans de pouvoir de Nétanyahou qui ont transformé Israël

Par [Thierry Oberlé](#)

Mis à jour le 08/04/2019 à 21:22

Publié le 08/04/2019 à 19:37

BENYAMIN Nétanyahou a imposé en Israël et à l'étranger, en treize années de pouvoir, un style tonitruant et rugueux pour transformer en profondeur son pays. Quel que soit son avenir à l'issue du scrutin incertain de mardi, il aura marqué de son empreinte l'histoire de l'État hébreu. Premier chef de gouvernement né après la création d'Israël, il doit son exceptionnelle longévité à son efficacité et à son sens de la manoeuvre dans un système où le vote à la proportionnelle contraint à d'acrobatiques alliances. Convaincu que dans l'adversité « seuls les forts survivent », il n'hésite pas à jouer les hommes-orchestres. Voici quelques mois, en pleine crise politique après la démission du ministre des Armées, Avigdor Lieberman, il a cumulé les postes : premier ministre, ministre de la Défense et celui des Affaires étrangères. « La plupart de ses électeurs considèrent qu'au bout du compte s'ils comparent la décennie avec les précédentes ils voient une période de stabilité politique et économique sans précédent même s'il y a des difficultés », commente le politologue Emmanuel Navon.

Paradoxalement, les plus importantes réformes économiques de Benyamin Nétanyahou sont antérieures à ses fonctions de premier ministre. Elles remontent à son passage au ministère des Finances marqué par une baisse massive des impôts, une refonte du système des retraites et de l'assurance-maladie, accompagnées de coupes budgétaires. Aujourd'hui, l'économie du pays se porte relativement bien en dépit du plus fort taux d'inégalités sociales des pays de l'OCDE et de la cherté de la vie.

Depuis le début des années 2010, Israël incarne la « start-up nation », avec plus de 6 000 pousses, lancées dans la haute technologie sur les traces de Waze, le système de navigation, et de Mobileye, qui développe la voiture autonome, tandis que derrière la vitrine les indicateurs économiques sont au vert. « Qui voudrait s'en prendre au premier ministre ? » s'interroge Asher Meir, chef du département économique au Kohélet Policy Forum, « la croissance est constante et régulière et il y a moins de 4 % de chômage et ses principaux rivaux ne proposent pas d'alternative ».

La sécurité, préoccupation obsessionnelle des Israéliens, reste une source d'inquiétude perpétuelle. La confrontation israélo-palestinienne est depuis la fin de la deuxième Intifada un conflit de basse intensité avec des accès de fièvre comme la guerre de l'été 2015 à Gaza. L'objectif déclaré de la meurtrière opération « Bordure de protection » était de mettre fin aux tirs de roquettes du Hamas depuis l'enclave palestinienne en s'en prenant à ses infrastructures.

Quatre ans plus tard, l'équation posée par le Mouvement de la résistance islamique, qui reste militarisé et règne en maître sur Gaza n'est pas résolue. Les échanges de tirs alternent avec des périodes de négociations de cessez-le-feu. Dans le même temps, le territoire soumis à un blocus s'enfonce dans une crise sociale dont les conséquences inquiètent les stratèges de l'armée israélienne.

L'attentisme est de rigueur aussi dans les relations avec l'Autorité palestinienne qui sont gelées depuis des années. La vague de violences de l'« Intifada des couteaux » a reflué mais des attaques sporadiques et sanglantes de « loups » plus ou moins solitaires visent des Israéliens tandis que des colons s'en prennent aux Palestiniens. « L'une des réussites attribuées à Nétanyahou a été de déconstruire la théorie selon laquelle tant qu'il n'y a pas un État palestinien ou une solution de paix au conflit israélo-palestinien, Israël ne pourra pas avancer. Le pays connaît pourtant des succès diplomatiques », juge Emmanuel Navon. Mû par une vision pessimiste de l'histoire, Benyamin Nétanyahou ne veut pas de la création d'un État palestinien aux prérogatives pleines et entières.

Durant ses mandats, il a levé autant que faire se peut les restrictions sur l'établissement de nouvelles colonies. Partisan d'une dynamique expansionniste en Cisjordanie et du développement de l'identité juive de Jérusalem-Est, sa politique est celle du fait accompli. La Cisjordanie compte aujourd'hui 132 colonies et 106 « avant-postes », des implantations sauvages. Une loi mise en place l'an dernier va permettre de « légaliser » ces dernières. Plus de 850 000 colons vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et leur nombre ne cesse d'augmenter. Cette colonisation est illégale au regard du droit international. « Si je suis réélu, je vais étendre la souveraineté israélienne à la Cisjordanie sans faire de distinction entre les blocs de colonies et les colonies isolées », a pourtant promis samedi Benyamin Nétanyahou.

L'idée que la « terre biblique de Judée-Samarie » est un territoire d'extension démographique naturelle d'Israël n'a jamais été autant confortée. Elle rend une paix impossible, du point de vue palestinien. « L'échec d'Oslo, les conséquences du retrait du Sud Liban avec la menace du Hezbollah et celles du retrait de la bande de Gaza avec la persistance des tirs de roquettes du Hamas renforcent l'idée qu'il ne faut céder sur rien. Alors quand Trump, le Brésilien Bolsonaro, l'Italien Salvini, le Hongrois Orban disent plus vous occupez, mieux c'est, le paradigme selon lequel Israël est condamné à l'isolement change », constate le politologue Daniel Charbit. À l'intérieur des frontières, la loi sur l'« État nation du peuple juif » a cependant suscité la controverse. Votée l'été dernier, elle est accusée par ses détracteurs de graver dans le marbre la séparation entre les communautés et de rompre avec l'idéal égalitaire et démocratique des fondateurs d'Israël. Les Arabes israéliens et les Druzes y voient une institutionnalisation de leur statut de citoyens de « seconde zone ». Tournant de l'ère Nétanyahou, elle achève la scission en fractions du statut des Palestiniens. Les Arabes israéliens sont détenteurs de la citoyenneté mais s'estiment discriminés. Les habitants de Jérusalem-Est sont des résidents permanents bénéficiant de certains droits. Les Palestiniens de Cisjordanie sont sous administration d'un proto-État et n'ont pas de véritable liberté de circulation. Quant aux Palestiniens de Gaza, ils sont enfermés dans un territoire contrôlé par un mouvement non reconnu par la communauté internationale. Un statu quo s'est instauré mais rien n'est réglé.